



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

Arrêté du **12 AVR. 2021**

**portant mise en demeure et imposant des mesures conservatoires  
à la société DCGM Bruetschy Dany  
pour son site localisé parcelle 0074 de la section 51 au lieu-dit « Ruschfeld » à Ensisheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-7 ;

VU l'article R.511-9 du code de l'environnement et la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement figurant à l'annexe 3 de cet article ;

VU le rapport du 29 mars 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués lors de la visite du 16 février 2021 ;

Considérant que l'exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux par la société DCGM Bruetschy Dany n'a ni fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une demande d'antériorité au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement depuis le 22 septembre 1994, ni été autorisée au titre de la réglementation antérieurement applicable ;

Considérant que l'excavation représente un volume de 400 m<sup>3</sup> et qu'une pelle mécanique aux couleurs de la société DCGM Bruetschy Dany avec les coordonnées de l'entreprise est présente sur le site ;

Considérant les termes de l'article L.171-7 du code de l'environnement « I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. » ;

Considérant que :

- le document d'urbanisme en vigueur sur la commune d'Ensisheim ne permet pas les activités relevant des rubriques 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le site ne pouvant être régularisé administrativement, il convient de le remettre en

- état à l'identique avant exploitation ;
- il existe un de risque de chute et d'ensevelissement au niveau du front d'extraction ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer dans le cadre des mesures conservatoires :

- l'arrêt de toutes extractions de matériaux (gravier tout-venant) et d'apport de matériaux sauf pour la remise en état du site ;
- la remise en état du site identique à l'existant ;
- la mise en place d'un dispositif empêchant toute possibilité de pénétrer sur le site de l'exploitation ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société DCGM Bruetschy Dany, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 4 impasse de la Scierie – ZA Technopark – 68440 SCHLIERBACH, est mise en demeure de régulariser, **dans un délai de six mois**, la situation administrative de son installation sise parcelle 0074 de la section 51 au lieu-dit « Ruschfeld » à ENSISHEIM (68190), par l'une des deux solutions ci-après énoncées :

- en déposant un dossier de cessation définitive d'activité, conforme aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- en déposant une demande d'autorisation environnementale conforme aux dispositions des articles L.181-1 à L.181-12 du code de l'environnement.

**Article 2 :** **Sous une semaine**, l'exploitant empêche par les moyens efficaces toute intrusion sur son site et signale le danger par des panneaux.

**Article 3 :** **Sous deux mois**, l'exploitant fait pratiquer des sondages pour connaître la nature du remblaiement (sondage n° 1) et la composition du sol hors du site (sondage n° 2) en vue de prescrire la remise en état du site.

**Article 4 :** **Sous six mois**, l'exploitant remet le site en état. Les différentes couches du sol excavées sont reconstituées à l'identique suivant le front d'excavation.

**Article 5 :** L'exploitant transmet au préfet du Haut-Rhin tous les justificatifs afférant aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

**Article 6 :** En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **12 AVR. 2021**

Le préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Mulhouse,  
secrétaire général suppléant

**Délais et voies de recours :**

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

**SIGNÉ**

Alain CHARRIER